

UN-REDD
PROGRAMME



Planification de la REDD+: Incorporation des bénéfices multiples et des garanties Atelier régional Afrique

PROGRAMME ONU-REDD

Rapport Sur L'atelier: 21/11/2013

Cambridge, Royaume-Uni

*Un atelier organisé par le Programme des Nations-Unies
pour l'Environnement (PNUÉ)*

Mardi 17 – Jeudi 19 Septembre 2013, Nairobi, Kenya

Le Programme ONU-REDD est l'initiative collaborative des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement. Le Programme a été lancé en 2008 et se fonde sur le pouvoir fédérateur et l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le PNUE World Conservation Monitoring Centre (UNEP-WCMC) dépend du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), la plus grande organisation mondiale intergouvernementale en matière d'environnement. Le centre est responsable de l'évaluation de la biodiversité et de la mise en œuvre des politiques relatives à la biodiversité. Etabli en 1979, il allie recherche scientifique et conseils pratiques en matière d'élaboration des politiques.

Préparé par: Agnes Hallosserie, Blaise Bodin, Elina Väänänen, Lisen Runsten, Lucy Goodman, Stephen Woroniecki et Lera Miles

Droit d'auteur: Programme ONU-REDD

Autorisation des droits d'auteur: Cette publication peut être reproduite dans un but éducationnel ou non lucratif, sans permission spéciale du détenteur du copyright, dans la mesure où les sources sont citées. La réutilisation des chiffres présentés dans ce rapport nécessite la permission des détenteurs des droits originaux. Cette publication ne peut être revendue ou utilisée à aucune fin commerciale sans la permission écrite préalable du PNUE. Les demandes de permission, ainsi qu'une déclaration d'intention et l'envergure de la reproduction doivent être envoyées au Directeur, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, UK.

Clause de non-responsabilité: Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement l'opinion ou la politique du PNUE, des organisations participantes ou des rédacteurs. Les désignations employées ou les présentations faites ne sous-entendent aucunement l'expression d'une quelconque opinion de la part du PNUE ou des organisations participantes sur le statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, de son autorité, de la délimitation de ses frontières ou limites, de la désignation de son nom ou de ses allégeances. La mention d'une société commerciale ou d'un produit dans ce rapport n'implique pas le soutien du PNUE.

Si les lecteurs souhaitent commenter ce document, ils sont invités à contacter à l'adresse ccb@unep-wcmc.org.

Citation: Hallosserie, A., Bodin, B., Väänänen, E., Runsten L., Goodman L, Woroniecki, S., and Miles, L. (2013) Planification de la REDD+: Incorporation des bénéfices multiples et des garanties Atelier régional Afrique. Rapport de l'atelier. Préparé pour le compte du Programme ONU-REDD. PNUE World Conservation Monitoring Centre, Cambridge, RU.

Remerciements: En remerciant pour leurs commentaires et leur contribution nos collègues Julie Greenwalt (PNUE), Emelyne Cheney (FAO), Claudia Segesser (PNUD), John Erick Prydz (PNUE), Mwanaisha Hassan (PNUE) et les participants: Melkior Kouchade, Daniel Seba, Bienvenue Adomou Mbessa, Yao Eric Landry, Konan, Jean-Paul Aka, André Mazinga, Chantal Nkey Ngono, Rubin Rashidi, Yitebitu Moges Abebe, Eyob Shikur, Kwame Agyei, Alfred Gichu, Cecilia Kibe, Collins Handa, Judy Ndichu, Mwajumu Abidi, Joram Kagombe, Nicholas Soikan, Samuel Murithi, Abdessamad Hajibi, Bridget Nkor, Tijani Ahmad Zakirai, Henriette Tsoh Ikounga, Stella Mabanza Kodia, Paul Jubek, Sawsan Ali, Yohane Mwampashi, Rafik Aini, Xavier Mugumya, Maureen Mwale, Evaristo Nyanoka, Edwin Usang, Lekumok Kironyi, Antonio Fernández de Tejada, Esther Juma Omolo, Thomas Ball, Jackson Muchoki, Koji Fukuda, Nicholas Soikan, Phil Franks, and Stephen Cobb.



Conclusions

- La plupart des pays représentés à l'atelier ont commencé les démarches pour développer une approche nationale des garanties, y compris : *une analyse des acteurs, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités* ainsi que *la planification du développement de l'approche des garanties du pays*. Ils sont moins nombreux à avoir commencé à *définir et développer des politiques, lois et régulations sur les garanties*, à *collecter des informations sur les garanties* et à *fournir et/ou partager des informations sur les garanties*.
- La réunion a été utile dans la mesure où des pays à différentes étapes de développement de leur approche nationale des garanties ont pu partager leurs expériences.
- En général, les pays ont fait part d'un grand intérêt pour la planification spatiale REDD+. Il a été reconnu que les cartes sur la biodiversité, les services écosystémiques, les formes d'utilisation des terres et les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts sont des outils appropriés pour la sensibilisation sur les bénéfices potentiels de la REDD+ et pour identifier les zones potentielles de différentes actions REDD+.
- Certains pays ont identifié les défis à relever, dont : coordonner un grand nombre de consultations nécessaires à la sensibilisation à la REDD+ ; justifier la conservation des écosystèmes fragiles dans le contexte des besoins des communautés et comprendre les relations entre les garanties de Cancún et le processus EESS du FCPF.
- Les pays ont demandé :
 - Des formations pratiques sur les approches de planification spatiale qui prennent en compte les bénéfices multiples et les garanties.
 - Des lignes directrices concrètes sur les Systèmes d'Information sur les Garanties.
 - Un soutien sur les approches qui peuvent être utilisées pour planifier simultanément les risques et bénéfices sociaux et environnementaux de la REDD+, ainsi que leur importance d'un point de vue économique. Un soutien pour évaluer la viabilité économique des actions REDD+ et, en parallèle, les bénéfices multiples potentiels.
 - Un soutien pour approfondir l'analyse des risques et des bénéfices potentiels des actions REDD+.
 - Un soutien pour les consultations, en particulier les consultations régionales pour les représentants des peuples autochtones et des organisations de la société civile, requises dans le cadre de la mise en œuvre de l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) du FCPF. Des demandes spécifiques portant sur l'aide pour le matériel de communication et la formation de formateurs ont été formulées.
 - Des réunions plus régulières entre les participants de différents pays afin de partager les expériences et les défis.

A Propos De L'atelier

L'atelier régional Afrique "Planification de la REDD+: Incorporation des bénéfices multiples et des garanties" a rassemblé 45 participants, dont des représentants de 15 pays partenaires du Programme ONU-REDD. Il s'est déroulé sur trois jours, avec pour but de :

1. Familiariser les participants aux garanties REDD+ et renforcer leur capacité à contribuer au développement d'une approche nationale des garanties, y compris au développement d'un système d'information sur les garanties.
2. Aider les participants à inclure les bénéfices multiples dans leur planification nationale REDD+, grâce à des outils d'analyse spatiale.
3. Offrir aux participants une opportunité d'apprendre comment atténuer les risques et garantir les bénéfices associés aux systèmes de Paiement pour Services Ecosystémiques (PSE) dans les pays qui les planifient ou les appliquent.
4. Sensibiliser aux outils de garanties et de bénéfices multiples REDD+, ainsi qu'au soutien apporté par le Programme ONU-REDD.
5. Identifier les progrès nationaux des pays africains sur les garanties REDD+.

Format

A la fin de cet atelier, les participants devaient pouvoir repartir avec des résultats concrets qui aideront leur pays à avancer dans leur approche nationale des garanties et dans leur travail sur les bénéfices multiples. Les participants ont produit au cours de l'atelier, avec le soutien du personnel technique du Programme ONU-REDD, les éléments suivants :

- Une liste d'activités utiles à la conception d'une approche nationale des garanties
- Une liste d'approches des risques, des bénéfices et de la potentielle mitigation des risques pour des actions REDD+ planifiées
- Une liste annotée d'outils de planification spatiale qui peuvent soutenir des actions nationales REDD+ particulières
- Des contacts avec leurs homologues dans d'autres pays REDD+ avec qui ils peuvent partager leurs expériences

Le format de l'atelier, avec ses présentations limitées à dix minutes et du temps consacré quotidiennement à des groupes de discussion structurés et interactifs, a été apprécié. Les présentations en anglais et en français (ainsi que des photos de l'atelier) sont disponibles via l'espace de travail ONU-REDD à l'adresse :

http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=3269&Itemid=53

Ce rapport sur l'atelier résume brièvement les sujets abordés et les conclusions tirées, y compris celles des groupes de discussion interactifs qui ont eu lieu chaque jour sur des questions spécifiques.

Sommaire

Jour 1 –Les Garanties REDD+.....	6
Exercice Interactif – Les Progrès Des Approches Nationales Des Garanties Dans Différents Pays.....	7
Exercice Interactif – Quels Sont Les Défis Soulevés Par Les Activités Visant A Développer Une Approche Nationale Des Garanties Et Quels Sont Les Outils Disponibles Pour Répondre A Ces Défis?	8
Jour 2 –Rendre Possibles Les Bénéfices Multiples.....	10
Exercice Interactif – Améliorer Les Bénéfices Multiples Et Mitiger Les Risques Des Actions REDD+..	10
Exercice Interactif – Évaluation Spatiale: Où Identifier Une Zone Pour Une Activité REDD+ Particulière Afin D’en Tirer Des Bénéfices Multiples.....	11
Jour 3 – Consultations Sur Les Bénéfices Multiples Et Les Garanties REDD+.....	13
Annexe 1– Compte-Rendu Des Participants.....	15
Annexe 2 – Agenda.....	17
Annexe 3 – Liste des Participants.....	20

Jour 1 – Les Garanties REDD+

Le premier jour de l'atelier s'est concentré sur différents concepts et processus en rapport avec les garanties REDD+. Elizabeth Mrema, directrice de la Division de la Mise en œuvre des Politiques Environnementales au PNUE, a ouvert la réunion. Julie Greenwalt, du PNUE, a présidé la session du matin et exposé les objectifs de l'atelier. Plusieurs présentations ont suivi.

M. Koji Fukuda (PNUD/ONU-REDD) a parlé du « Contexte CCNUCC : Garanties REDD+ et Systèmes d'Information sur les Garanties ». Il a mis en évidence le fait que la réunion de Cancun a reconnu les Systèmes d'Information sur les Garanties (SIG) comme éléments essentiels pour les parties cherchant à accomplir leur préparation à la REDD+. Il a également parlé des principes des SIG qui ont été décidés à Durban. Il a fait une mise au point sur les progrès en SIG dans le système de la CCNUCC et estime qu'une première version d'un texte pourrait être adoptée à la COP19.

La présentation du **Dr. Emelyne Cheney** (FAO/ONU-REDD) sur « Garanties et système de communication d'informations sur les garanties : l'appui d'ONU-REDD aux pays » a mis en évidence le cœur du travail d'ONU-REDD. Les trois axes de travail principaux sont : fournir un cadre aux pays pour soutenir leur travail sur les garanties, soutenir la définition ou le développement d'objectifs pour les garanties, de politiques, de lois et de régulations ainsi que le développement et la structuration de Systèmes d'Information sur les Garanties (SIG). Les Principes et Critères Sociaux et Environnementaux (SEPC) du Programme ONU-REDD ont également été présentés comme source de guidance pour aider les pays à développer leur approche des garanties.

La présentation de **Mme. Lucy Goodman** (PNUE-WCMC) visait à répondre à la question « Que sont les bénéfices multiples de la REDD+ ? ». Elle a donné un aperçu des bénéfices environnementaux et sociaux potentiels de la mise en place de la REDD+. Elle a attiré l'attention de l'auditoire sur certains outils de planification qui peuvent aider les pays à mettre en œuvre des actions REDD+ pour améliorer les bénéfices potentiels. Ces outils comprennent des outils d'analyse spatiale, l'évaluation des bénéfices, l'analyse de scénarios et l'information sur les bénéfices de différentes actions REDD+.

Dr. Thierry De Oliveira (PNUE) a donné une présentation sur « Les services écosystémiques de la forêt des montagnes kenyanes – Un projet à l'échelle de l'économie », mettant en évidence la contribution indispensable du secteur forestier à l'économie du Kenya et aux moyens de subsistance. Les pertes économiques entraînées par la déforestation au Kenya se sont révélées plus importantes que les revenus générés par l'exploitation forestière. Après avoir décrit la contribution non-enseignée du secteur forestier à l'économie non-monétaire et sur les effets de la déforestation sur les niveaux hydrauliques et la santé, De Oliveira a proposé la création d'un schéma de Paiement pour les Services Écosystémiques (PES) afin de motiver les actions pour empêcher la déforestation.

La présentation de **M. Rafik Aini** (Ministère de l'Agriculture, Tunisie) avait pour titre « Evaluation économique des biens et services des forêts tunisiennes : Etude de cas » était consacrée à une étude de cas sur l'évaluation économique des biens et services des forêts en Tunisie. M. Aini a plaidé pour une harmonisation des méthodes d'évaluation et de développement des systèmes de Paiement pour les Services Ecosystémiques.

M. Nicholas Soikan (FCPF) a présenté « EESS (Évaluation environnementale et sociale stratégique) et CGES (Cadre de gestion environnementale et sociale) pour la Préparation REDD+ ». L'EES et le CGES sont des

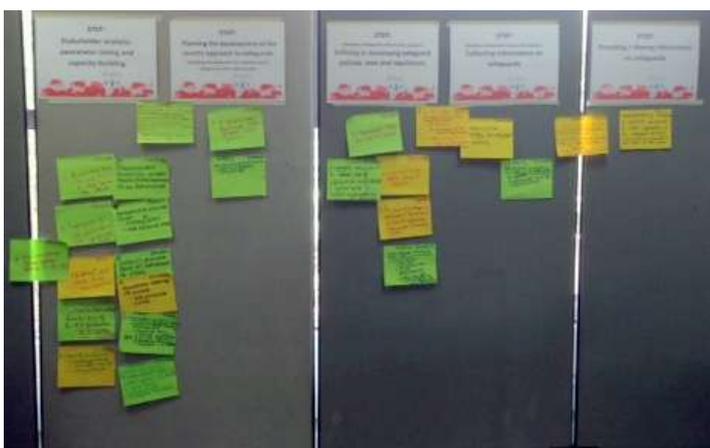
approches à deux niveaux : l'EESS aide à affiner les stratégies REDD+ en évaluant les risques et les bénéfices de différentes options, en prenant en compte des considérations environnementales et sociales. Le CGES est un outil de gestion appliqué lors de la phase de mise en œuvre. Il s'applique aux impacts de la REDD+. M. Soikan a parlé de l'approche de la durabilité qu'a le FCPF, selon laquelle la gestion des risques environnementaux et sociaux est appliquée à chaque étape de la REDD+.

Une session de **questions-réponses** a suivi les présentations. Plusieurs questions ont été posées sur le sujet de l'évaluation des services écosystémiques. Combien de temps prennent les études d'évaluation ? A quel point l'évaluation d'une forêt peut-elle être exhaustive ? Comment ONU-REDD peut-il aider à mieux estimer la valeur de certaines ressources naturelles moins évidentes / qualitatives du pays ? Dr Thierry De Oliveira a répondu à ces questions, concédant qu'établir une valeur totale n'est pas aisé. Jusqu'à maintenant, la stratégie adoptée n'était pas d'obtenir des chiffres exacts mais des chiffres faisant réagir les gens. Il est difficile d'évaluer les services de régulation, il n'y a pas toujours de points de repère fournis par le marché, mais les modèles bioclimatiques peuvent être utiles, et les services de régulation peuvent être évalués en termes de protection face aux risques. La collecte de données est un processus coûteux, mais l'imagerie par satellite peut se révéler très utile.

Exercice Interactif – Les Progrès Des Approches Nationales Des Garanties Dans Différents Pays

Au cours de cette session, les participants ont formé quatre groupes pour établir les étapes et les activités que chaque pays a effectuées afin de développer une approche nationale des garanties, et quelles sont les étapes et activités prioritaires à entreprendre ensuite. Les actions ont été catégorisées selon un ensemble générique d'étapes développé par le Programme ONU-REDD, que les pays peuvent souhaiter suivre afin de développer leur approche nationale des garanties :

1. Analyse des acteurs, sensibilisation et renforcement des capacités
2. Planifier le développement de l'approche des garanties du pays
3. Définir et développer les politiques, lois et régulations sur les garanties
4. Collecter l'information sur les garanties
5. Fournir / partager l'information sur les garanties



La plupart des pays ont commencé à travailler sur l'analyse des acteurs, la sensibilisation et le renforcement des capacités. Certains ont esquissé des actions pour le développement d'une approche des garanties, mais peu de pays ont déjà commencé des actions relatives aux autres étapes.

Figure 1: Les fiches vertes ont été utilisées pour indiquer les actions entreprises et les fiches jaunes pour les actions prévues.

Exercice Interactif – Quels Sont Les Défis Soulevés Par Les Activités Visant A Développer Une Approche Nationale Des Garanties Et Quels Sont Les Outils Disponibles Pour Répondre A Ces Défis ?

Cinq groupes ont été constitués pour la session de discussion suivante. Quatre de ces groupes ont sélectionné une des étapes génériques de l'exercice précédent et ont discuté cette étape de manière approfondie, en mettant en relation les actions d'ores et déjà entreprises et l'identification des défis rencontrés par les pays sur cette étape précise, ainsi que les solutions et outils disponibles pour résoudre ces défis.

Conclusions:

- Il faudrait systématiquement établir qui sont les acteurs et identifier les besoins spécifiques des différents groupes.
- Afin de pouvoir mener des opérations de sensibilisation, le personnel impliqué apprécierait une formation des formateurs afin de mieux communiquer les problèmes REDD+ aux communautés.
- Il manque du matériel de communication pour collaborer avec les communautés, qui pourrait inclure un documentaire sur les réussites, des programmes radio et des supports visuels pour l'assistance.
- Les pays rencontrent des difficultés à coordonner les nombreuses consultations nécessaires à la sensibilisation pour la REDD+.
- Les pays se gardent de donner des attentes trop élevées lorsqu'ils entreprennent des consultations REDD+, étant donné le futur incertain des négociations REDD+.
- Certains pays pensent que les communications devraient moins porter sur les paiements de carbone et plutôt se concentrer sur les bénéfices REDD+ qui soutiendraient les communautés sur le court terme.
- Des groupes de travail composés de plusieurs acteurs et avec une expertise qui n'est pas exclusivement en lien avec les forêts soutiennent le développement d'une approche nationale des garanties.
- Lors de la définition des arrangements institutionnels et procéduraux pour le développement d'une approche nationale des garanties, il faut s'assurer qu'il y a bien recours aux structures existantes, et que les décisions ne sont pas prises par une seule entité.
- Les objectifs ne doivent pas être uniquement orientés selon les donateurs.
- Il devrait y avoir plus de transfert de connaissances du niveau local vers le niveau national.
- Il devrait y avoir une meilleure coordination des données entre les institutions nationales et les ONG dans certains pays. Par exemple, certaines ONG ont beaucoup de données qui peuvent être utiles pour un Système d'Information sur les Garanties (SIG).
- Des conseils concrets sur les SIG seraient les bienvenus.
- L'engagement des acteurs est aussi important pour développer un SIG.

Un groupe a testé un « **arbre de décision** », outil qui a été récemment développé par ONU-REDD pour assister les pays lors de la mise en place ou le développement consécutif d'une approche nationale des garanties. Le groupe test a trouvé que l'arbre décisionnel était très pratique, car il donne une vision claire et large de l'ensemble du processus REDD+, et conduit l'utilisateur à réfléchir aux activités qui pourraient ne pas avoir été considérées mais qui peuvent être importantes/précieuses.



Jour 2 – Rendre Possibles Les Bénéfices Multiples

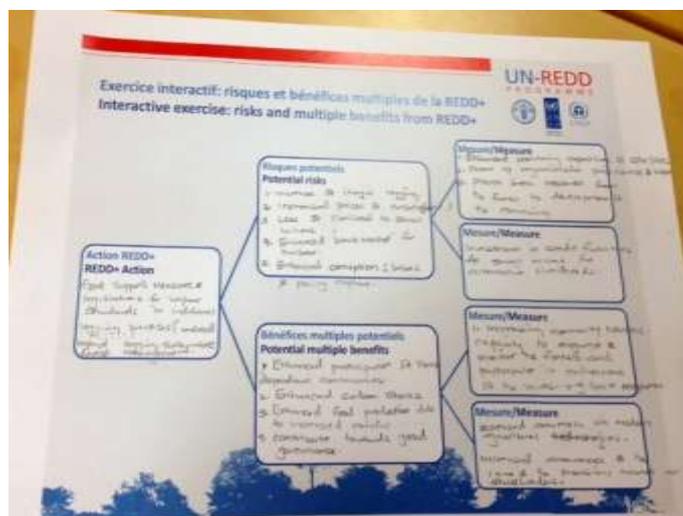
Le sujet du deuxième jour était *rendre possible les bénéfices multiples grâce à l'analyse spatiale*. La journée a commencé par une présentation de Mme Lisen Runsten (PNUE-WCMC) sur « Utiliser l'analyse spatiale dans la planification de l'utilisation des terres afin de mitiger les risques et d'améliorer les bénéfices REDD+ ». Afin d'assurer que la mise en œuvre de la REDD+ est en ligne avec les garanties REDD+, minimise les risques et met en avant les bénéfices multiples, il peut être utile de :

- Identifier les bénéfices prioritaires : les objectifs de la REDD+
- Identifier les actions REDD+ qui peuvent permettre d'atteindre ces objectifs
- Identifier les risques et bénéfices potentiels associés à ces actions
- Identifier les zones prioritaires où les actions REDD+ pourraient être mise en œuvre
- Élaborer la mise en place des actions REDD+ de manière à minimiser les risques et à promouvoir les bénéfices attendus

Les cartes sont des outils de planifications pratiques, qui peuvent être produits rapidement, à moindre coûts. Elles sont personnalisables et peuvent communiquer des informations complexes à un large public. L'analyse spatiale peut identifier des espaces ayant la possibilité d'apporter des bénéfices multiples au-delà du carbone sous la REDD+, tout comme des espaces où la REDD+ risque d'avoir des impacts négatifs. Finalement, les analyses spatiales sont nécessaires à la planification spatiales lors de la planification et l'application de la REDD+.

Exercice Interactif – Améliorer Les Bénéfices Multiples Et Mitiger Les Risques Des Actions REDD+

Dans cette session, les participants ont dû réfléchir aux risques et bénéfices potentiels, aussi bien environnementaux que sociaux, associés à différentes actions REDD+, ainsi qu'aux mesures pour y faire face. Ils ont travaillé en binômes et devaient remplir un diagramme pour une action REDD+ hypothétique. Les résultats ont ensuite été comparés dans le cadre des Principes et Critères Sociaux et Environnementaux du Programme ONU-REDD afin d'identifier des risques, bénéfices et mesures potentielles supplémentaires qui pouvaient ne pas avoir été pris en compte.



Conclusions

- Beaucoup de participants ont trouvé que l'exercice où il fallait utiliser les SEPC pour identifier les bénéfices et risques potentiels des activités REDD+ a été très utile et une façon économique en temps d'envisager les implications des actions REDD+ pour une variété d'acteurs.
- La relation complexe entre les bénéfices et risques de la REDD+ a été révélée par cet exercice.
- Certains pays ont du mal à justifier la conservation des écosystèmes fragiles vis-à-vis des besoins des communautés.

Exercice Interactif – Évaluation Spatiale : Où Identifier Une Zone Pour Une Activité REDD+ Particulière Afin D’en Tirer Des Bénéfices Multiples

Dans cette session, il a été question de différentes cartes en transparents présentant des données de la République Démocratique du Congo et de la République Unie de Tanzanie, issues des sessions de travail sur la planification spatiale qui ont été menées dans ces deux pays. Les participants suggéraient une action REDD+ possible et étudiaient les cartes, choisissant lesquelles étaient pertinentes pour décider des zones d’intervention appropriées pour cette action. Ils ont identifié les facteurs les plus importants à considérer, représentés dans les jeux de données disponibles mais également les cartes qui manquaient. En utilisant les cartes disponibles, ils ont décidé des zones potentielles pour des types d’actions REDD+ spécifiques. Le but de cet exercice était de se faire une idée de la façon dont la planification spatiale REDD+ pourrait prendre en compte les bénéfices et risques potentiels, et de comprendre ce qui peut être fait ou non grâce aux données disponibles.



Conclusions

- La majorité des pays ont exprimé un intérêt considérable pour cette approche et son utilité pour l’identification et la considération des éléments pertinents pour la planification d’utilisation des terres.
- Les pays souhaiteraient avoir plus de données pouvant être utilisées pour planifier les besoins sociaux et environnementaux

En séance plénière, les groupes ont rendu compte des couches de données qu’ils considéraient les plus importantes lors de l’exercice précédent. Les couches identifiées comme étant particulièrement importantes comprenaient **la forêt naturelle, la distribution des PFNL, la densité de population, les aires protégées, les stocks de carbone hors des forêts naturelles, les cas d’incendies, l’érosion du sol, les villes et les routes qui déterminent les aires d’approvisionnement pour le bois de chauffage et le charbon, la biodiversité des invertébrés et les zones tampons autour des aires protégées utilisées pour la collecte de bois de chauffage**. Les groupes ont trouvé qu’il manquait des couches sur **la propriété foncière, les pâtures, une carte géologique montrant les zones minières potentielles, une carte plus détaillée du risque d’érosion du sol et sur la biodiversité forestière/non forestière**. Le jour s’est conclu par trois

présentations des pays où un travail de cartographie des bénéfices multiples et des garanties a été effectué.

André Mazinga (Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, RDC) a fait une présentation sur la "Planification spatiale de la REDD+ en République Démocratique du Congo". Il a donné un aperçu des progrès de la planification REDD+ en RDC. André a également présenté les résultats d'un atelier sur la planification spatiale de la REDD+ qui s'est tenu en RDC en juin 2013, incluant une démonstration de l'outil logiciel « Marxan ». Un des objectifs de cet atelier était de créer une plateforme pour l'échange et la rencontre entre les décideurs politiques et les experts techniques qui peuvent soutenir la planification spatiale de la REDD+, et d'initier les participants à l'utilisation des outils pour la planification de l'utilisation des terres et leur pertinence pour REDD+.

Dans sa présentation intitulée "REDD+ à Cross River State : bénéfices multiples au-delà du carbone », **Mme Bridget Nkor** (Commission Forestière du Cross River State) a parlé de Cross River State en tant que modèle de démonstration du mécanisme REDD+ au Nigéria. Choisir le Cross River State en tant que site pour un projet-pilote a été motivé par l'expérience précédente de l'État en gestion durable des forêts par les communautés locales, la prédominance de forêts tropicales hautes et le fait que ces dernières soient un haut lieu de biodiversité. Cartographier les bénéfices potentiels de la REDD+ permettrait d'identifier la localisation de la faune, des PFNL, des ressources en eau et des zones sujettes à l'érosion. Dans le futur, la cartographie devrait appuyer la mise en œuvre des garanties en identifiant les risques potentiels de la suppression des forêts.

La présentation de **Yohane Mwampashi** (Service des Forêts de Tanzanie) « Cartes des bénéfices multiples pour informer la planification REDD+ et les politiques sur les garanties en Tanzanie » a donné un aperçu de l'utilisation de cartes développées pour la planification REDD+ en Tanzanie. Des sessions de travail sur la cartographie ont été organisées afin de développer des jeux de données spatiales et des cartes améliorés à l'échelle nationale et de renforcer les capacités de la Tanzanie en analyse spatiale. Les sessions comprenaient une formation logicielle SIG ainsi que la collection, le traitement et l'amélioration de jeux de données nationaux et internationaux et la réalisation de cartes. L'inventaire NAFORMA, complété par d'autres sources de données, a été utilisé pour cartographier la forêt naturelle, les stocks de carbone dans la biomasse, la biodiversité et les corridors biologiques, la répartition des PFNL et d'autres services écosystémiques ainsi que les pressions sur la biodiversité, le carbone et d'autres services écosystémiques.

La discussion qui a suivi, qui comprenait les réactions vis-à-vis des présentations, des exercices effectués dans la journée et les questions posées via la boîte à questions de l'atelier, a conduit à ces conclusions :

- Principaux défis rencontrés jusqu'à présent : faire le lien entre les messages contradictoires qui sont communiqués aux différents acteurs sur la REDD+, les attentes et attitudes qui en résultent chez les individus, établir une volonté politique. Il est nécessaire d'engager les différents acteurs au cours de réunions. Les techniciens peuvent dans certains cas faire le lien entre le gouvernement et les ONG.
- La question a été posée de savoir si un projet REDD+ pouvait être une MAAN (Mesure d'Atténuation Adaptée au niveau National). Il a été décidé que non, mais qu'une stratégie nationale REDD+ pouvait être une MAAN.

Jour 3 – Consultations Sur Les Bénéfices Multiples Et Les Garanties REDD+

À la demande des participants, une présentation supplémentaire sur les Paiements pour les Services Écosystémiques (PSE) a été faite en premier lieu le matin par Ersin Esen (PNUE). Certains des points abordés étaient les suivants :

- *Peut-il y avoir des paiements pour la diversité de la flore en plus de ceux pour le carbone ? Il y a également des valeurs culturelles dans une forêt : peuvent-elles être prises en compte, tout comme les valeurs spirituelles ?* Les services écosystémiques ne sont pas limités à la séquestration du carbone et les pays peuvent choisir de mettre en place des PSE pour d'autres services écosystémiques. La publication de GRID Arendal « Études Graphiques sur les PSE¹ » donne des exemples sur le terrain où des services écosystémiques ont été mis en relation avec des PSE, comme l'écotourisme. Lorsque de nouveaux services sont identifiés, cela peut conduire à l'apparition de nouveaux types d'acheteurs.
- *Quel rôle le gouvernement peut-il jouer ?* Les taux de change peuvent être un problème que les gouvernements pourraient atténuer. De plus, il y a des risques très élevés pour les acheteurs privés au début. Parfois, les acheteurs ou les destinataires d'un service veulent être des « passagers clandestins ». Dans ce cas, le gouvernement peut jouer un rôle de régulateur et mener des campagnes de sensibilisation sur les services pour lesquels les bénéficiaires devraient payer. Le gouvernement peut également former le fournisseur de service.

Pour le reste de la journée, les participants ont pu choisir de participer à deux des trois consultations selon leurs intérêts. Le format de toutes les consultations était une présentation des problèmes rencontrés par les pays sur le sujet, suivi par une discussion sur comment résoudre ces problèmes. À la fin de la consultation, chaque équipe nationale a produit un rapport très court pouvant être utilisé pour informer les étapes suivantes afin de développer un aspect de son approche nationale des garanties.

Consultation 1 – Quel type d'information peut être pertinent pour faire des cartes sur les garanties et les bénéfices multiples afin de servir au processus de planification de la REDD+ ? D'où peuvent venir les données spatiales ?

Au cours de cette consultation, les participants ont travaillé sur une liste de bénéfices potentiels que la REDD+ est susceptible d'amener dans leur pays. Des idées sur les cartes qui seraient pertinentes pour la planification REDD+ de manière à promouvoir ces bénéfices ont été ajoutées à cette liste. La session couvrait les catégories potentielles d'information qu'il est judicieux de cartographier pour la planification REDD+, et les sources clés de données internationales qui peuvent être utilisées lorsque des données nationales suffisantes ne sont pas disponibles.

Consultation 2 – Prendre en compte les approches multilatérales des garanties lors du développement d'une approche nationale des garanties

Les pays qui préparent la REDD+ ont décidé de promouvoir et de soutenir un ensemble de garanties adoptées à la seizième Conférence des Parties de la CCNUCC qui s'est tenue à Cancún. On les désigne souvent comme "les garanties de Cancún". Plusieurs initiatives multilatérales ont développé des outils et du matériel qui soutiennent la mise en œuvre des garanties de Cancún, comme par exemple le Programme ONU-REDD qui a développé les Principes et Critères Sociaux et Environnementaux (SEPC) que les pays peuvent utiliser comme lignes directrices, et le FCPF qui a développé une Évaluation environnementale et

¹ Titre Original "Vital graphics on PES", GRID-Arendal

sociale stratégique (EESS) que les pays peuvent utiliser comme outil pour les aider à intégrer les questions sociales et environnementales à des fins d'élaboration des politiques. Lorsque les pays reçoivent un soutien technique ou financier de plus d'une initiative, ils peuvent choisir de développer une seule approche des garanties qui répond aux différents engagements internationaux et nationaux qu'ils ont pris. Dans cette session, les participants ont exploré la possibilité d'utiliser les garanties de Cancún, le contenu des SEPC de l'ONU-REDD et les étapes de l'EESS du FCPF.

Consultation 3 – Identification Et Analyse Des Lacunes Des Politiques, Lois Et Régulations Nationales Pertinentes Pour Les Garanties REDD+

Dans cette session, les participants se sont vus présenter une approche simple pour réfléchir aux politiques, lois et régulations dans leur contexte national qui peuvent être pertinentes pour mettre en œuvre les garanties REDD+. Le but de l'exercice était d'introduire la méthodologie de manière interactive, par des exemples illustratifs des risques et des bénéfices d'une action REDD+ donnée. Les connaissances des participants sur la législation et des politiques de leur pays ont permis d'identifier dans l'exercice un certain nombre d'exemples concrets de défis pour la mise en place de la REDD+ en lien avec le contexte légal et politique. L'exercice a mis en évidence la variété des réponses légales à plusieurs défis clés dans différents contextes nationaux, notamment le fait que la forêt et les terres appartiennent à l'État et le statut des populations autochtones. Les participants ont également souligné que dans de nombreux cas, les problèmes ont tendance à venir d'un manque d'application effective plutôt que de l'absence de politiques, lois ou régulations.

Dans l'après-midi, les participants ont présenté un résumé de leurs conclusions à l'issue des consultations. Il a ensuite été demandé à chaque pays de rendre compte de ce qu'il avait appris au cours de l'atelier, quels étaient les étapes suivantes auxquelles ils pensaient en fonction des différents sujets abordés et ce qu'il manquait.

Un résumé de ces impressions est présenté ci-dessous, créé à partir des comptes-rendus écrits récoltés sous la forme de fiches d'évaluation que les participants ont remplies le dernier jour.

Annexe 1 : Compte-Rendu Des Participants

Prochaines étapes pour les pays REDD+

Les pays qui sont au début de la phase de préparation vont produire des plans d'action, mener des consultations des acteurs, partager les vues de l'atelier avec leurs collègues nationaux ou encore de façon générale augmenter la sensibilisation des législateurs au changement climatique.

D'autres pays plus avancés dans le processus vont commencer à travailler sur les garanties, travailler plus étroitement avec des consultants embauchés sur la question et identifier les aires prioritaires pour les activités REDD+. Dans certains cas, une demande de soutien ciblé pour l'élaboration des documents de préparation à la REDD+ va être effectuée, ainsi qu'une visite du personnel du Programme ONU-REDD, pour renforcer les capacités dans le pays.

Les pays avec un Programme National ONU-REDD vont partager l'information sur la planification spatiale, identifier les données spatiales manquantes (notamment la propriété foncière), travailler à harmoniser l'application des EESS et des SEPC, améliorer les garanties et mener des analyses des lacunes des PLR. Il y a encore du travail pour mettre en œuvre et faire respecter les lois en lien avec la REDD+, et potentiellement pour rédiger de nouvelles lois afin d'améliorer son fonctionnement.

Avis général sur l'atelier

De manière générale, les participants ont été très satisfaits de l'atelier, des connaissances accrues, de la clarification des concepts et des leçons tirées de la mise en œuvre. Le lieu où l'atelier s'est tenu a été noté 9,2/10 et l'organisation de l'atelier 8,6/10 d'après 7 réponses. La critique principale était le manque de formation sur les PSE, bien que le format d'une telle formation n'ait pas été précisé. Le temps important consacré aux discussions et aux interactions a été très apprécié, bien que quelques participants pensent que plus de temps encore aurait été utile, notamment le premier jour. Ce temps est estimé particulièrement important pour permettre d'assimiler les informations présentées et pour discuter entre pays de leurs progressions relatives. Les sessions de discussions et les sessions interactive se sont révélées très utiles à cet égard.

Utilité de l'atelier pour le travail sur les garanties et les bénéfices multiples

La majorité des participants pense que l'atelier était très utile pour le travail sur les garanties et les bénéfices multiples, et ont donné une note de 8,7/10 (12 avis). Les opportunités pour échanger les expériences et les exercices pratiques ont été considérés très utiles, aidant les pays à comprendre leurs progrès par rapports aux autres pays et leur donnant confiance à un point critique de leur processus de développement pour de nombreux pays. L'atelier a été jugé utile pour le développement des garanties nationales, en particulier dans le contexte des garanties de Cancún et des EESS du FCPF. La sensibilisation accrue au sein des gouvernements est vue comme utile étant donné l'importance croissante donnée aux garanties et aux bénéfices multiples, le fait que l'on réalise que REDD+ comporte des risques et la capacité à mieux orienter le travail des consultants qui travaillent sur les garanties. L'atelier a également contribué à sensibiliser à l'utilisation de la cartographie et de l'analyse spatiale.

Compte-rendu sur les sujets abordés et les connaissances acquises

Il y a eu de nombreuses réponses indiquant que la cartographie spatiale manuelle en utilisant des transparents était particulièrement édifiante étant donné leur « impact considérable » pour l'analyse des bénéfices multiples malgré leur faible niveau de technicité. Il a également été perçu que l'initiation à la

planification spatiale, ainsi que les lignes directrices présentées et comment accéder aux données aura des effets positifs. Les étapes pour l'identification et la mise en œuvre des garanties ont été estimées très utiles. Les réactions étaient variées sur la question des PSE : tandis que certains considéraient que l'évaluation et la comptabilité des forêts étaient utiles, d'autres ont déclaré que le sujet même des PSE n'était pas clair. Les participants ont répondu qu'il était important d'obtenir des clarifications sur les garanties de Cancún et les garanties de la Banque Mondiale (appliquées par les EESS par exemple) afin d'aider à l'harmonisation des politiques.

Les cas d'études spécifiques sur les expériences du Nigéria, de la RDC et de la Tanzanie ont été tenus pour particulièrement édifiants, permettant aux leçons pertinentes d'être partagées entre les pays qui rencontrent des défis similaires. Tous ceux qui ont répondu estiment que leur connaissance sur la REDD+ s'est grandement améliorée et une large majorité considère que leur connaissance des garanties et des bénéfices multiples s'est également améliorée.

Commentaires et suggestions pour améliorer les ateliers dans le futur

Beaucoup pensent avoir des exigences spécifiques dépendant de leurs besoins (et niveau de développement) pour la REDD+ et que celles-ci doivent être prises en compte. Des formations et des démonstrations des applications de l'analyse spatiale pour les bénéfices multiples plus pratiques et concrètes ont été demandées. Il a été ressenti que des clarifications manquaient sur les garanties de Cancún, de la Banque Mondiale et comment les garanties nationales peuvent s'y inscrire. Il était aussi nécessaire de bien démarquer le Programme ONU-REDD des négociations REDD dans le cadre de la CCNUCC. Il pourrait y avoir plus d'attention dédiée à la manière dont les PLR peuvent être mises en œuvre et créées. Étant donné la valeur des échanges entre les pays, les participants ont demandé à ce que des réunions soient organisées plus régulièrement pour partager les expériences et les défis.

Annexe 2: Agenda

Jour 1 – Les garanties REDD+

Date	Session	Présenté /Organisé par
8.00 – 9.00	Accueil et enregistrement	UNEP-WCMC
9.00 – 9.15	Discours de bienvenue	UNEP
9.15 – 9.30	Objectifs de l'atelier	UNEP
9.30 – 9.45	Les négociations REDD+ dans le cadre de la CCNUCC et de Cancun	UN-REDD
9.45 – 10.00	Le cadre conceptuel des garanties ONU-REDD et les Principes et Critères Sociaux et Environnementaux	UN-REDD
10.00 – 10.30	Questions-réponses	
10.30 – 11.00	Thé et café	
11.00 – 11.20	L'Évaluation Stratégique Environnementale et Sociale du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)	FCPF
11.20 – 11.40	Paiements pour les Services Écosystémiques (PSE) – mitiger les risques potentiels et accroître les bénéfices potentiels	UNEP
11.40 – 12.00	Expérience des pays sur les paiements pour les services écosystémiques	TBC
12.00 – 13.00	Déjeuner	
13.00 – 14.30	Exercice interactif – Progrès dans les approches nationales des garanties pour différents pays et identification des besoins	UN-REDD
14.30 – 15.00	Thé et café	
15.00 – 16.30	Sur la base des besoins identifiés dans la session précédente, les participants choisissent un sujet sur lequel se concentrer dans une session de groupe :	UN-REDD
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définir les buts de l'approche nationale des garanties du pays et identifier les risques et les bénéfices des actions REDD+ 2. Analyse de la législation qui répond aux garanties de Cancun et identification des lacunes 3. Analyse des systèmes d'information existant et de leurs indicateurs pertinents pour les garanties de Cancun et développement d'une structure pour fournir des informations 	
16.30-17.00	Rapport des groupes	Rapporteurs
17.00 – 17.30	Conclusion et introduction aux sujets du lendemain	UNEP

Jour 2 – Rendre possible les bénéfices multiples

Date	Session	Presenté /Organisé par
8.30 – 9.00	Accueil et enregistrement	
9.00 – 9.30	Présentation – La planification de l'utilisation des terres en tant qu'approche pour mitiger les risques et accroître les bénéfices de la REDD+ : comment l'analyse spatiale peut contribuer	UNEP-WCMC
9.30 – 11.00	Session interactive <ul style="list-style-type: none"> - Les activités REDD+ et leurs relations avec les actions nationales REDD+ - Accroître les bénéfices et mitiger les risques des actions REDD+ 	UNEP-WCMC
11.00 – 11.30	Thé et café	
11.30 – 13.00	Travaux pratiques interactifs SIG, deux groupes analysent les informations spatiales pour deux pays (RDC et Tanzanie) en tant qu'approche servant à identifier les aires prioritaires pour les actions REDD+	UNEP-WCMC
13.00 – 14.00	Déjeuner	
14.00 – 14.30	Rapport sur les sessions interactives pour l'identification des aires prioritaires de l'exercice précédent	Rapporteurs
14.30 – 15.30	Echange de connaissances sur l'identification des aires pour les actions REDD+ qui peuvent accroître les bénéfices multiples en utilisant les approches de planification spatiales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Portails de données spatiales globales en ligne • Portails de données spatiales nationales en ligne • Cartes statiques de résultats et sessions de travail SIG • Communauté participative SIG 	TBC
15.30 – 16.00	Thé et café	
16.00 – 16.30	Discussion plénière sur quelles approches de planification spatiale sont appropriées selon quelles circonstances	Participants nationaux
16.30 – 17.00	Conclusions du jour	Présidence

Jour 3 – Consultations sur les bénéfices multiples et les garanties REDD+

Date	Session	Presenté
		/Organisé par
8.30 – 9.00	Les participants revoient les consultations disponibles et en choisissent deux desquelles ils tireront le plus d'avantages	UN-REDD
9.00 – 11.00	<p>Consultations sur la planification technique REDD+ (3 sous-groupes en parallèle, des demandes des participants en amont de l'atelier sont les bienvenues)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Acquérir l'information spatiale sur les bénéfices multiples à partir des jeux de données nationaux 2. Harmoniser les projets multilatéraux et nationaux sur les garanties, par exemple dans les sections SESA du R-PP 3. Analyse des lacunes dans les politiques, lois et régulations existantes allant à l'encontre des garanties de Cancun et les priorités nationales qui s'y rattachent 	UN-REDD
11.00 – 11.30	Thé et café	
11.30 – 13.30	<p>Consultations sur la planification technique REDD+ – les participants continuent dans le même groupe</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Acquérir l'information spatiale sur les bénéfices multiples à partir des jeux de données nationaux 2. Harmoniser les projets multilatéraux et nationaux sur les garanties, par exemple dans les sections SESA du R-PP 3. Analyse des lacunes dans les politiques, lois et régulations existantes allant à l'encontre des garanties de Cancun et les priorités nationales qui s'y rattachent 	UN-REDD
13.30 – 14.30	Déjeuner	
14.30 – 15.45	<p>Consultations sur la planification technique REDD+ – les participants changent de session</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Acquérir l'information spatiale sur les bénéfices multiples à partir des jeux de données nationaux 2. Harmoniser les projets multilatéraux et nationaux sur les garanties, par exemple dans les sections SESA du R-PP 3. Analyse des lacunes dans les politiques, lois et régulations existantes allant à l'encontre des garanties de Cancun et les priorités nationales qui s'y rattachent 	UN-REDD
15.45 – 16.15	Thé et café	
16.15– 17.00	<p>Remarques de chaque pays et les étapes suivantes qu'ils suggèrent</p> <p>Conclusion</p>	Présidence et participants
17.00-19.30	Transport à l'aéroport pour les participants qui repartent le soir	UNEP-WCMC

Annexe 3: Liste Des Participants

Pays REDD+, Peuples autochtones et société civile

Pays	Prénom	Nom	Position
Bénin	Melkior	Kouchade	Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles ; Suppléant du Point Focal UN-REDD
Cameroun	Daniel Pierre	Seba	Ingénieur d'Etudes n°1, Suivi du Climat Coordination Nationale REDD+/ MINEPDED
RCA ²	Bienvenu	Adamou Mbessa	Expert forestier Écologiste, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et du Développement Durable, Bangui, République centrafricaine
Côte d'Ivoire	Yao Eric Landry	Konan	Ingénieur Agronome de Conception option Eaux et Forêt ; Spécialiste en Télédétection et SIG ; Assistant Coordonnateur National Programme Changement Climatique
Côte d'Ivoire	Jean Paul Aka	Aka	Ingénieur Agronome Option Foresterie et Environnement ; Programme National Changement Climatique ; Assistant Point Focal REDD+
RDC ³	André	Mazinga	Ingénieur Agronome RS/GIS Officer, OSFAC
RDC	Chantal	Nkey Ngono	Point focal APA
Éthiopie	Yitebitu Moges	Abebe	National REDD+ Secretariat Coordinator
Éthiopie	Eyob	Shikur	REDD+ Safeguards Specialist at the National REDD+ Secretariat
Ghana	Kwame	Agyei	Officer at the National REDD+ Secretariat
Kenya	Alfred	Gichu	National REDD+ Coordination Officer and Focal Point
Kenya	Cecilia	Kibe	Kenya Climate Justice Women Champions
Kenya	Collins	Handa	National Museums of Kenya

² République Centrafricaine

³ République Démocratique du Congo

Kenya	Judy	Ndichu	Transparency International - Kenya Chapter
Kenya	Mwajuma	Abdi	National Alliance of Community Forest Associations
Kenya	Joram	Kagombe	KEFRI
Kenya	Nicholas	Soikan	SESA consultant for REDD+ Kenya
Kenya	Samuel	Murithi	Head of the forest economics and business development unit, Kenya Forest Service
Nigéria	Bridget	Nkor	GIS/mapping Unit ; Cross River State Forestry Commission
Nigéria	Tijjani	Ahmad Zakirai	ACFO-REDD+ Multiple Benefits, Strategy & Governance
Republique du Congo	Henriette	Tsoh Ikounga	Chef de la Cellule Evaluation Environnementale et Sociale de la CN-REDD
Republique du Congo	Stella Doria	Mabanza Kodia	Expert Junior de la Cellule Juridique à la CN-REDD
Soudan du Sud	Paul	Jubek	Inspector for Biodiversity, Ministry of Environment
Soudan	Sawsan	Ali	National Forests Corporation
Tanzanie	Yohane	Mwampashi	Forest Officer, Tanzania Forest Service
Tanzanie	Rahima	Othman Njaidi	Safeguards consultant
Tunisie	Rafik	Aini	Ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts ; Directeur du Développement Sylvo-Pastoral ; Direction Générale des Forêts Ministère de l'agriculture
Ouganda	Xavier	Mugumya	Coordinator, Climate Change, National Forestry Authority
Zambie	Maureen	Mwale	Project Officer UN-REDD Programme
Zambie	Evaristo	Nyanoka	Principal Agricultural Specialist (LM and CF)
CSO ⁴	Edwin	Usang	Civil Society Organisation representative to the UN-REDD Policy Board

⁴ Organisation de la Société Civile

IP ⁵	Lekumok	Kironyi	Indigenous People's representative to the UN-REDD Policy Board
CSO-RDC	Cyrille	Adebu Liginda	Coordinateur, ONG Océan (RDC)
IP-RDC	Marie-Dorothee	Lisenga Bafalikike	Représentante Autochtone du Territoire de Yahuma en province orientale (RDC)

Donneurs et agences onusiennes

Institution	Prénom	Nom	Position
Espagne	Antonio	Fernández de Tejada	Deputy Permanent Representative of Spain to UNEP
Espagne	Esther	Juma Omolo	Advisor of the Ministry of Agriculture, Food and Environment at the Spanish embassy to UNEP in Nairobi
Norvège	Thomas	Ball	Counsellor (DPR to UNEP and UN-Habitat) Royal Norwegian Embassy in Nairobi
GIZ	Jackson	Muchoki	Senior Programme Officer GIZ-Private Sector Development in Agriculture (PSDA)
FAO	Emelyne	Cheney	Natural Resources Officer
PNUD	Claudia	Segesser	Environment & Energy Group ; UNDP Geneva Office
PNUD	Koji	Fukuda	Programme Analyst, UN-REDD/Africa Energy and Environment Group
Banque Mondiale	Nicholas	Soikan	SESA consultant for the REDD+ process in Kenya
REDD+ SES	Phil	Franks	Global coordinator ; CARE International
PNUE	John Erik	Prydz	Programme Officer ; UNEP
PNUE	Julie	Greenwalt	Programme Officer for the UN-REDD Programme ; UNEP
UNEP consultant	Stephen	Cobb	Consultant, UNEP REDD Strategy in Congo basin

⁵ Représentant des Peuples Autochtones

UNEP- WCMC	Lisen	Runsten	Programme Officer, Climate Change and Biodiversity Programme
UNEP- WCMC	Lucy	Goodman	Programme Officer, Climate Change and Biodiversity Programme
UNEP- WCMC	Blaise	Bodin	Programme Officer, Climate Change and Biodiversity Programme